

Hebdomadaire
d'information
indépendant

N°19

09/10/15
21/10/15

GRATUIT

MADDA 7

sur7.com

ÉCONOMIE, DÉVELOPPEMENT ET CULTURE

Edito

Un nouveau départ

Par A.H

La rentrée de classe est délicate pour le gouvernement, tant les attentes sont nombreuses et élevées de toutes parts. Plus que trois mois et on saura si 2015 a été ou non une année blanche sur le plan de la relance économique, ou un nouveau départ.

Convaincre les bailleurs de fonds de lâcher quelques dizaines de millions de dollars devient une épreuve quasi-insurmontable. On est en face des conditionnalités que l'on se refuse de voir, encore moins d'assumer. Et pourtant, les exigences sont simples : des réformes significatives dans la gestion des finances publiques et la gouvernance en général. La difficulté avec laquelle le pays a obtenu l'accord de principe d'une Facilité de crédit rapide laisse perplexe. L'essentiel est que nos dirigeants décident enfin de montrer de la bonne volonté pour lancer les réformes comme la fin des subventions des entreprises d'Etat et la vérité des prix des carburants et de l'électricité.

Notre ministre des Finances espère le retour de la confiance des partenaires techniques et financiers et mise sur la conférence des bailleurs à Lima pour décrocher le gros lot. Sans une série de financements à volume important, le Plan national de développement restera lettre morte. Trouver 14 milliards de dollars pour la mise en œuvre est un défi titanesque, même les 5 milliards de dollars de financements propres seraient du domaine du miracle si on se réfère aux recettes de l'Etat.

Mais en économie, le miracle existe. Il ne viendra pas du ciel mais pourquoi pas des entrailles de la terre ou de la mer. Le ministère des Mines et du Pétrole veut attirer rapidement les investisseurs à Madagascar afin qu'ils n'aillent pas ailleurs. En tout cas, quelques gros investissements miniers sont nécessaires pour faire décoller l'économie. En parlant de décollage, Air Madagascar a un nouveau commandant, un expert du redressement de compagnie aérienne. La réforme est profonde et devra remettre un peu de logique dans la gestion et l'exploitation, quoi qu'en diront le président, sa famille et ses amis politiques.

À lire dans ce numéro

Brasseries STAR p.3

Défendre sa position de leader par la qualité

High Tech Expo p.4

Le salon des TIC

SIMP 2015 p.5

À l'heure du bilan

Indice de la bonne gouvernance p.5

Du chemin à faire

3% des 18-24 ans scolarisés

7

La déperdition de l'enseignement supérieur



Patrick Imam,
représentant résident du FMI :

12

Ne pas supprimer le MID mais corriger ses dysfonctionnements



Audit & Stratégie

Système d'Information

Ingénierie Financière

Ressources Humaines

Outsourcing

ACCÉLÉRER VOTRE PERFORMANCE

“ Les diamants ont un prix, un bon conseil n'en a pas. ”

— Proverbe espagnol —

HFA

A member of
mgj
BUSINESS SOLUTIONS
WORLDWIDE

www.fthm.mg



F T H M
CONSEILS
Certifié ISO 9001

Brasseries STAR

Défendre sa position de leader par la qualité



Emmanuel de Tailly

L'entreprise Les Brasseries STAR a fêté avec 2 ans de retard mais dignement ses 60 ans. Elle reçoit la certification ISO 9001 et confirme ainsi son engagement dans des produits de qualité au meilleur prix pour la satisfaction de sa clientèle. Cette longévité et cette reconnaissance internationale du savoir-faire de l'entreprise industrielle sont le fruit d'une démarche de progrès constante depuis sa création depuis 1953.

« Notre société est en quelque sorte la démonstration avec bien d'autres ici à Madagascar que pour éviter de disparaître il faut sans cesse évoluer, se remettre en question », a déclaré Emmanuel de Tailly PDGA de la Star. « Je voudrais remercier les 1857 collaborateurs de la Star, les 650 fournisseurs, 350 partenaires distributeurs et nos 20.000 points de vente et 15 millions de consommateurs qui quotidiennement font confiance à notre Groupe, à ses produits et à ses services ».

Le PDGA a félicité les divisions industrielles, commerciale, logistique, informatique, financière, juridique et des ressources humaines pour leur performance au quotidien remarquable. « Grâce à eux, à des actionnaires - dont l'Etat - qui sont confiants dans notre développement et dans nos projets, nous avons bâti un réseau de 6 usines, 17 agences, et qui représente un patrimoine industriel d'une valeur totale de 1.2 milliard d'euros desservi par 800 véhicules et relié par des systèmes d'informations à la pointe des technologies actuelles ».

L'implication de tout le personnel a été un facteur déterminant dans cette démarche qualité. « Chaque collaborateur a mis du sien dans la concrétisation de notre politique qualité, à travers la communication, la sensibilisation et la formation au système de management de la qualité », renchérit Béatrice Ralijerson, Directrice Qualité au sein des Brasseries STAR Madagascar.

Ce sont 30.000 heures d'analyse/de réflexion/de partage, de 226 actions déployées, de 32 audits interne menés et après 15 mois de travail intensif - qui ont finalement permis d'obtenir cette certification sous le label AFNOR. Cette certification est la garantie tous les consomma-

teurs de nos produits malgaches que la Star met désormais, au centre de sa stratégie et au cœur de ses préoccupations, la satisfaction de ses clients dans la cadre des exigences réglementaires et au travers d'un processus d'amélioration continue. Elle vient compléter la certification FSCC 22.000 que la Star avait déjà obtenu pour ses usines majeures ce qui la place aujourd'hui comme la seule société de cette dimension et en océan Indien à avoir cette double certification.

Le PDGA de la SATR a lancé un appel aux pouvoirs publics pour défendre l'industrie du pays. « Donnez-nous un cadre fiscal stable, favorable aux investissements et au réinvestissement, qui tienne compte de l'utilisation des matières premières agricoles de Madagascar, donnez-nous un peu plus d'énergie le jour, imposez des contrôles rigoureux de qualité, rendez l'étiquetage obligatoire et je peux vous assurer qu'à chaque produit que nous vendrons, ce seront des routes, des ponts qui se rénovent, des hôpitaux et des écoles qui se construisent, des paysans qui cultivent, des filières qui se consolident et une industrie qui recrute, forme et réinvesti », a-t-il déclaré. « A chaque fois qu'un produit Vita Malagasy est acheté, c'est un peu plus d'économie formelle qui progresse ».

Ce fleuron de l'industrie malgache a su évoluer afin de conserver sa position de leader dans la filière des boissons alimentaires en Océan Indien, « loin devant nos concurrents Mauriciens ou Réunionnais qui ont tenté à plusieurs reprises de ravir cette place, mais à ce jour sans succès ». Emmanuel de Tailly d'ajouter : « alors, là ou certains peuvent y voir la manifestation d'un souci monopolistique, nous y voyons notre capacité à rester les meilleurs, les plus compétitifs dans notre activité et sur un marché ouvert et ultra concurrentiel où produits importés (...) se livrent une bataille sans merci pour la conquête des mêmes consommateurs dont le pouvoir d'achat - et nous ne pouvons que le constater et le regretter - est parmi le plus faible au monde ».

La star c'est :

- un million de bouteilles produites chaque jour et 1 million qui circulent ainsi tous les jours sur les routes de Madagascar parcourant 13 millions de kilomètres annuellement
- 71 références de produits de qualité sur 5 segments de bière, d'eau minérale, de boissons gazeuses et énergisantes, de jus plats.
- 20.000 paysans et leur famille qui produisent annuellement 4.500 tonnes d'orge, 7.000 tonnes de Maïs et 1.000 tonnes de sucre grâce au travail formidable de notre filiale Malto

Fin des sacs plastiques

Pourquoi c'est nécessaire

Nirina R

Le projet de loi sur la fin des sacs plastiques à Madagascar a été finalement adopté. Cette loi va bouleverser les rayons des supermarchés et les commerces de proximité.

Une désertion du sac plastique en faveur d'une réduction des pollutions que sa consommation par l'Homme engendre. Ce Décret concerne les sacs plastiques à bretelle ou à poignée, d'épaisseur inférieure ou égale à 50 microns quelle que soit la densité et la dimension en longueur et en largeur ; il ne fait pas de distinction entre non biodégradable et biodégradable. En effet, les plastiques biodégradables à 100% n'existent pas.

Madagascar est envahi de sacs plastiques, déchets non biodégradables qui mettent jusqu'à 400 ans pour se décomposer. Ce qui a poussé le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts à interdire l'utilisation de sacs en plastique. Les déchets de sachets constituent des sources de pollution aussi bien en milieu urbain que rural. L'océan est la plus grande poubelle de l'activité humaine. Les comportements de consommation ont un impact considérable. Seule une réduction à la source permettra de lutter durablement et efficacement contre ce fléau.

Outre les impacts positifs de l'interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation et de l'utilisation des sachets et sacs plastiques sur la santé humaine et l'Environnement, cette décision a également des effets bénéfiques sur l'économie nationale. On s'attend à ce que des emplois verts soient créés à partir de la production des alternatives aux sacs et sachets plastiques. Cette décision aura également comme impact la promotion des paniers faits avec des pailles (bazary) par des artisans et la promotion du recyclage des papiers pour fabrication des paniers en carton (harona taratasy) et d'autres alternatives plus respectueuses de l'environnement. Sur le plan culturel, cette décision permettra aux femmes malgaches de retrouver son identité nationale en utilisant des paniers en pailles produits localement ■

Sport & Sens

Une équipe, un endroit unique, une philosophie

Nirina R

La philosophie de Sport et Sens repose sur l'envie d'offrir un lieu unique pour améliorer sa condition physique, sa santé et son bien-être, tout en étant accompagnés par une équipe de professionnels. L'équipe du Kiné Sport Jonas Soille propose une infrastructure professionnelle au sein de laquelle les membres ont accès à un espace d'entraînement spacieux (cardio, musculation, cours collectifs), de beaux équipements (Technogym TM), des vestiaires confortables et une atmosphère relaxante.

Pour des séances ponctuelles ou des abonnements périodiques, en dehors de l'encadrement permanent assuré par l'équipe de Sport & Sens, il est possible de faire appel à un coach privé pour des séances particulières afin d'optimiser son entraînement. Afin de vous amener à atteindre vos objectifs personnels, un staff sportif qualifié est régulièrement évalué et formé et tout ceci sous la supervision du Manager Kiné de sport, de formation.

Pour récupérer après le sport ou pour se relaxer, une équipe bien-être est disponible. Pour les sportifs adeptes de la natation, une piscine intérieure est prévue pour le début d'année prochaine en vue de l'extension des activités. L'endroit est ouvert depuis mi-septembre à la Zone Filatex Tanjombato. Une journée porte ouverte a été organisée le 27 septembre dernier. La salle est ouverte du lundi au samedi de 6h30 à 20h30 ■

High Tech Expo

Le salon des TIC

Nirina R

La viralité des réseaux sociaux, la révolution internet, l'arrivée de nouveaux outils de communication connectés comme les smartphones... Les innovations du monde des nouvelles technologies transforment notre quotidien. C'est sur ce constat que l'idée d'organiser un salon qui dit tout des High Tech a germé chez Sanda Solofoson Randriamifidimanana, Managing Director de l'agence Coreali, à l'initiative de cet événement : « Nous croyons fermement que les Nouvelles Technologies sont un vecteur de développement de notre pays. A l'ère du 3.0, il faut relancer le secteur, lui donner plus de visibilité. Ce salon doit être une vitrine, un carrefour d'opportunités pour tous les publics, jeunes et moins jeunes, qui tous croient en l'avenir de notre Madagascar connecté ».



Sanda Solofoson Randriamifidimanana

Rendez-vous est donné ainsi au Carlton Anosy les 23-24-25 octobre prochains. Le salon se déroulera sous le haut patronage du Ministre des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies, Rakoto-

mamonjy André Neypatraiky. Avec un prix d'entrée abordable, qui donne accès à « un univers complètement high tech » : hardware, software, drones, informatique, audiovisuel, smartphones, tablettes, il y en aura pour tous les goûts. Une manière forte de renforcer la vulgarisation des nouveautés technologiques auprès d'un public large qui aura aussi la possibilité de découvrir et se familiariser aux outils de demain auprès des institutions et des entreprises privées de références.

Un programme diversifié a été élaboré aussi bien pour les professionnels que pour le grand public : stands d'exposition et vente, pour retrouver

des produits de qualité à bons prix, conférences-débats, pour faire découvrir des jeunes talents du milieu, dotés d'un véritable savoir-faire et de connaissances hors-norme, pour inspirer nos jeunes malgaches à s'insérer dans cette voie, mais aussi pour débattre des opportunités à créer dans ce secteur et échanger sur les différentes stratégies qui pourraient favoriser la réduction de la fracture numérique, - un game jam (création en live d'un jeu vidéo pendant le salon). D'autres animations (notamment le jeu La Belle et Le Geek organisé sur la page Facebook High Tech Expo, pour gagner des tablettes) sont également au menu ■



Madagascar-La Réunion

Nouvelle rencontre d'affaires

Nirina.R

Cette fois, ce sera à l'hôtel Le Bellepierre-St Denis de la Réunion que les opérateurs économiques malgaches et réunionnais se retrouveront pour développer des partenariats autour du thème « Développement durable et solutions innovantes ». Selon les dernières informations, une dizaine de chefs d'entreprise de la Grande Ile fera le déplacement dans le cadre de la seconde édition de cette rencontre d'affaires qui se tiendra les 15 et 16 octobre 2015. Selon un responsable patronal, les entreprises qui participeront à ce rendez-vous ont été choisies sur la base de plusieurs critères de sélection fixés à partir du thème retenu. La taille, la capacité de production, les forces d'innovation et la réputation font partie de ces critères. Ce qui a permis à des sociétés telles que Compagnie Vidzar, Guanomad, Faly Export Groupe Heri, SIB Mahajanga, Scrimad, Bongou, Ingenosia ou encore SEBTP-OTI de figurer parmi les heureuses élues.

A noter que les principaux groupes d'entreprises comme le GEM et le SIM seront également représentés par une forte délégation à cette rencontre. L'EDBM (Economic development board of Madagascar) sera également de la partie. Selon les organisateurs de la rencontre, l'enjeu



Gilles Couapel

est d'arriver à créer un dynamisme fort entre les entreprises des deux îles de l'océan Indien qui mettent l'accent sur l'innovation et le développement durable. Des conférences sur plusieurs thèmes, des ateliers, des visites de sites, des échanges et une séance rendez-vous B to B, seront au aussi programme de cet événement qui a vu le jour grâce à l'initiative du Club Export Réunion, en collaboration avec le GEM. D'après Gilles Couapel, président du Club Export les actions pour le développement de partenariats durables et solides avec Madagascar permettent de cibler des opportunités de coopération bilatérale pour nos économies ■

La Grande Epicerie de Tana

Plus de 5000 références en jeu...

Nirina.R

Faire ses petites provisions dans une épicerie du quartier est une habitude bien ancrée chez les habitants d'Antananarivo. Et c'est sur ce constat que les promoteurs de la Grande Epicerie de Tana ont développé dans le quartier d'Ivandy un concept nouveau en matière de commerce de détails pour répondre à tous les petits et grands besoins du quotidien. Dans cette partie résidentielle de la capitale, la circulation est difficile et l'ouverture d'un magasin de proximité dans une zone sécurisée devient intéressant pour les clients, d'où le choix d'Assist Ivandy (ex pullman) avec un parking surveillé, un parc de verdure reposant, un restaurant voisin « Infinithé » et à proximité deux banques et une pharmacie. De nombreux projets immobiliers sont en cours de réalisation, ce qui va encore accroître le nombre de résidents dans la zone et de ce fait accroître les futurs clients de l'Epicerie.



Selon un responsable, l'Epicerie se différencie avant tout des autres commerces par le nombre de références qui y est dix fois plus important (plus de 5000 références) avec des propositions en surgelé (fruits de mer, poissons, plats préparés, crèmes glacées...), en frais (charcuteries, fromages, produits laitiers, viandes) mais aussi en fruits et légumes bio, plantes et fleurs. Elle propose également des produits artisanaux de grande qualité et des produits d'hygiène et de beauté de référence. Certains produits ne sont distribués par ailleurs que l'Epicerie. Ils vont des produits artisanaux aux plantes spécifiques en passant par la boulangerie. Et certains sont aux normes Bio et notamment les fruits et légumes provenant de la ferme d'Ivato, une référence en qualité locale. D'autres proviennent de plusieurs régions de Madagascar pour garantir une diversité sur le choix.

Ouvert tous les jours du lundi au samedi de 08h à 20h et le dimanche de 08h à 14h, la Grande Epicerie de Tana a organisé durant tout le mois de septembre un jeu « Spécial Rentrée » qui a permis de gagner des paniers cadeaux. Pour participer, chaque candidat devait faire un achat minimum de 20 000 ariary. Et le « coup » a bien marché puisque l'Epicerie a eu de nombreuses retombées notamment sur les réseaux sociaux ■

SIMP 2015 À l'heure du bilan

Nirina R

Comme prévu, le Salon international des mines et du pétrole (SIMP) s'est tenu à Antananarivo du 23 au 25 septembre. L'événement a tenu son pari qui est d'organiser un salon de dimension internationale. A noter que le ministère auprès de la Présidence en charge des Mines et du pétrole a décidé de travailler avec les meilleurs dans leurs domaines respectifs afin de faire de rendez-vous du secteur extractif un succès, aussi bien à Madagascar qu'à l'étranger. Energy exchange, filiale du groupe Clarion events, un des leaders mondiaux de l'organisation événementielle, a ainsi assuré les préparatifs et l'organisation du salon. Une équipe d'Energy exchange, conduite par son général manager, est arrivée au pays plusieurs semaines avant l'ouverture du salon pour voir de visu l'état d'avancement de l'organisation sur le terrain mais surtout rencontrer les participants et futurs participants ainsi que l'équipe du ministère de tutelle. Ce dernier qui a décidé la création d'un Commissariat général chargé de la coordination du salon. A savoir également qu'Energy exchange s'est alliée avec un partenaire local, l'agence Coreali dont le savoir-faire et le professionnalisme ont déjà été prouvés à maintes reprises à travers sa participation dans l'organisation d'autres manifestations d'envergure dans la Grande Ile.

« Nous pensons que le salon aura une représentation internationale respectable. Déjà, vingt-cinq compagnies viendront et nous sommes encore en discussion avec plusieurs autres pour participer aux diverses activités, comme les conférences et les rencontres



B to B », a expliqué Patrick Djuma, commercial manager pour l'Afrique d'Energy exchange, lors d'une soirée de présentation du salon organisée au Carlton. « Et nous promettons que les participants pourront avoir le maximum de contacts qu'ils souhaitent durant ces trois jours », a-t-il assuré. Aujourd'hui où nous sommes à l'heure du bilan, on peut affirmer que les organisateurs du salon ont atteint leur objectif car les participants étrangers ont pu effectivement nouer de nombreux contacts.

Rappelons qu'une trentaine de com-

pagnies, locales et étrangères, ont participé au SIMP 2015. Parmi les partenaires et exposants locaux figurent les plus en vue comme Rio Tinto, Tullow oil, Madagascar oil, Total, Vivo energy, TGS, ULC Madagascar et Henri Fraise. Des investisseurs internationaux dont Shell, BP, ENI, FMTP et Baker Hugues ont également manifesté leurs vifs intérêts pour le salon. Les opérateurs locaux, notamment les petits opérateurs miniers, n'ont pas été oubliés. Un espace a été spécialement aménagé pour eux, afin qu'ils puissent exposer leur savoir-faire et leurs produits ■

Le SIMP 2015 en chiffres

Visiteurs et participants internationaux : 150
Nationalités présentes au salon : 18
Nombre d'exposants : plus de 40
Nombre de conférences, tables rondes, débats : 24

Les conférences L'événement dans l'événement

Le Salon international des Mines et du pétrole a aussi été le théâtre de nombreuses conférences. Durant les 2 premiers jours de salon, le Centre de conférence international (CCI) d'Ivato a accueilli plusieurs intervenants de haut niveau en provenance de différents pays. Selon le Commissariat général chargé de la coordination et de l'organisation du salon auprès du ministère en charge des Mines et du pétrole, une véritable affluence des participants étrangers a été observée. Des étrangers qui sont venus pour nouer des contacts mais surtout pour assister aux conférences. Des représentants de Shell, Sapetro, Marubeny corp, Gemfields, World Titanium, MECI (Algérie) ou encore d'APC (Inde) ont en effet fait le voyage. Les thèmes des conférences ont été axés sur trois points principaux. Le premier concerne l'engagement du gouvernement dans la promotion du secteur minier et pétrolier. Le deuxième point est un véritable partage d'expériences entre les participants, aussi bien locaux qu'étrangers. Enfin, le troisième point consiste à évaluer la place de Madagascar sur l'échiquier extractif mondial. Des dirigeants des entreprises qui opèrent déjà à Madagascar ont également participé activement aux conférences et aux tables rondes. Citons entre autres Guy Leclezio, président du conseil administratif de Malagasy Minerals Limited et Paul Chandler, directeur régional de TGS ■

Réforme du Code minier Les opérateurs attendent toujours

Si le programme initial avait pu être respecté, les dirigeants du pays auraient fait du Salon international des Mines et du pétrole de Madagascar un support de communication de choix pour présenter le nouveau Code minier. Mais les aléas de la politique et la finalisation des

discussions sur des points comme la redevance minière en ont décidé autrement. Finalement, le SIMP 2015 a servi de plateforme de dialogue entre les différentes parties prenantes de l'industrie extractive. La question qui s'est posée le plus fréquemment avant et aussi durant la tenue du salon concernait évidemment l'état d'avancement de la réforme du code minier. « Il faudrait d'abord connaître les règles du jeu », a affirmé Pascal Marchand, géologue au sein de la société Madagascar exploration services, un des exposants au salon et interviewé par un quotidien de la place. Le ministre en charge des Mines, a pour sa part laissé entendre que les grandes lignes du nouveau Code minier, comme la création d'une société nationale, sont déjà fixées ■

Pétrole amont TGS avance ses pions

Entreprise spécialisée dans l'acquisition et l'analyse de données liées aux recherches pétrolières, TGS a suscité la curiosité des participants et des visiteurs lors du Salon international des Mines et du pétrole de Madagascar (SIMP 2015). Cette société norvégienne est en fait le partenaire de l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (OMNIS) dans le domaine de la collecte et l'exploitation des informations intéressant le secteur pétrolier amont. TGS disposerait aujourd'hui de données issues d'études sismiques effectuées sur 51 000 km² de blocs pétroliers, situés dans le bassin de Morondava. Elle a également réalisé une compilation et des traitements de données sur quatre vingt dix-huit forages réalisés dans le pays. Et le SIMP 2015 a permis à la société d'avancer encore ses pions dans la Grande Ile en se positionnant comme l'un des principaux dispositifs du développement pétrolier de la Grande Ile. Le commissariat général chargé de la coordination du salon n'a pas non plus tari d'éloge sur TGS surtout



que cette dernière a accepté d'être le « gold sponsor » de l'événement. Sur le plan social, TGS est aussi de plus en plus active. L'année dernière, elle a fait par exemple don d'ordinateurs et d'imprimantes aux districts de Mahajanga I, Mahajanga II, Soalala et Mitsinjo. Elle a profité de cette occasion pour remettre à la Région Boeny une enveloppe destinée à alimenter en eau potable la commune de Mariarano qui héberge quelque 300 étudiants universitaires depuis juin 2014. La commune de Mariarano est réputée pour sa biodiversité unique au monde et pour sa grotte longue de 50km ■

Industrie extractive

Une priorité présidentielle

Le Salon International des Mines et du Pétrole de Madagascar a ouvert ses portes au Centre des Conférences Internationales (CCI) Ivato Antananarivo sous l'égide du Président de la République Hery Rajaonarimampianina et du Ministre auprès de la Présidence chargé des Mines et du Pétrole Joëli Valérien Lalaharisaina. Devant les sociétés étrangères opérant dans les mines et le pétrole, le président de la République a déclaré que tout sera fait pour le secteur extractif malgache soit le plus attractif possible. Mais le numéro Un malgache n'a pas oublié l'importance d'une gestion responsable des ressources naturelles du pays. Le ministre en charge des Mines et du Pétrole a pour sa part réitéré que plusieurs pays partagent leurs expériences et leur savoir-faire et les Malgaches doivent transformer cette opportunité en avantage concret afin



que le secteur extractif puisse représenter une part importante du PIB du pays. En outre, le ministre a indiqué que 500 permis miniers ont déjà été délivrés mais que l'octroi de ces autorisations doit se faire avec précaution, selon la politique de bonne gouvernance optée par le gouvernement. Le but est, selon le ministre, de prioriser l'emploi local, de transformer nos matières premières sur place ■

BNI Madagascar

Partenaire de l'industrie extractive

Se positionnant très en amont auprès des investisseurs, la BNI Madagascar ambitionne d'établir des relations à long terme et d'encourager la création de partenariats qui leur permettront de donner plus rapidement corps à leurs projets. C'est dans cette optique que la banque a tenu à participer au Salon international des mines et du pétrole (SIMP), qui s'est tenu à Antananarivo du 23 au 25 septembre dernier. Selon un responsable de la banque, la BNI Madagascar a un rôle de premier plan à jouer pour faciliter les objectifs des différentes parties prenantes de l'industrie extractive : les sociétés minières et pétrolières ainsi que leurs acheteurs et clients, les institutions financières et les sociétés de conseils professionnels. L'établissement financier a ainsi choisi de marquer fortement sa présence à ce grand rendez-vous économique en faisant animer son stand par une équipe commerciale de haut niveau, de conseiller les actuels ou futurs investisseurs et de présenter les produits et services les plus adaptés à leurs besoins, qu'ils soient domestiques et internationaux ■

Madagascar Oil

En phase de développement

La tenue du SIMP 2015 a permis d'en savoir davantage sur l'évolution du projet de la compagnie Madagascar Oil à Madagascar. Il a ainsi été confirmé que le Plan de Développement de son périmètre contractuel Tsimiroro, bloc 3104, après 11 ans d'exploration, a été validé. Cette approbation octroie aussi à l'OMNIS un Titre Minier d'Exploitation d'Hydrocar-

bures pour 25 ans et un Titre Minier d'Exploitation de Transport d'huile lourde pour 25 ans également. Ces titres, à travers le transfert de droit ainsi que le transfert d'obligations, permettront à Madagascar Oil d'entrer dans la phase de développement, incluant des puits d'évaluation. Ceci est donc une grande première à Madagascar puisque c'est le premier Plan de Développement approuvé et le premier



Apports du secteur minier

La CMM défend sa paroisse

La Chambre des Mines de Madagascar persiste et signe : le secteur des mines est l'un des grands contributeurs du développement économique et social de Madagascar. Pour justifier cette affirmation, la CMM rappelle que rien qu'en 2011, le secteur a participé aux recettes fiscales à hauteur de 1 032 milliards d'Ariary (soit 7,83% des recettes fiscales), sous forme de Frais d'Administration Minière, de redevances et ristournes, de différents impôts, de droits et taxes à l'Importation. Ambatovy, Holcim, Rio Tinto-QMM, Kraoma, Total EP, Groupe PAM, Madagascar Oil, Mainland Mining, Madagascar Consolidated Mining, Madagascar Chromium Company et Tantalum constituent les dix compagnies représentant plus de 90% des paiements d'impôts dans le secteur minier. La Chambre insiste en outre que les projets miniers contribuent également au développement des infrastructures de base. En effet, l'installation des industries minières se trouve généralement dans des zones enclavées, loin des infrastructures d'usage public. Le titulaire du projet, de par la mise en place des infrastructures destinées au processus de mise en route du projet, veille au bien-être de ses employés et de la population environnante en créant les infrastructures de base, telles que la construction d'école, de puits, de logements, de routes, ou encore la mise en place de centrale électrique. Sans oublier que le secteur des grandes mines crée des opportunités d'affaires pour des entreprises issues d'autres secteurs.

Le développement d'un grand projet minier nécessite généralement l'interaction de plusieurs activités en amont et en aval de la chaîne de valeurs du secteur minier. Ces grands projets ont des besoins spécifiques

impliquant le savoir faire de la population locale (services, main d'œuvre, approvisionnement). Dans cet axe, le projet intervient en appui à la population locale à travers la création d'activités génératrices de revenus (élevage, agriculture, ...), ainsi que le renforcement de capacités, afin que la population puisse bénéficier pleinement des opportunités offertes par la grande mine.

Engagements environnementaux

Les projets miniers visent par ailleurs l'harmonisation du développement d'une mine avec la conservation de l'environnement. La CMM précise que de nombreux projets miniers adhèrent au renforcement de la base, notamment à travers l'éducation et la sensibilisation environnementale de la population locale, touchant à la fois les femmes et les personnes âgées. En outre, conformément aux principes de la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement ou MECIE, les industries minières en exploitation telles que Rio Tinto-QMM et Ambatovy sont reconnues comme les premières entités économiques ayant adopté et ayant appliqué le concept de « Gain net » ou d'« Impact Positif Net » sur la biodiversité répondant au principe de mise en hiérarchie des mesures d'atténuation : Evitement, mitigation, restauration et compensation (offsets). Si la CMM ne cesse de rappeler la part du secteur extractif dans l'économie du pays, ainsi que de la responsabilité environnementale des entreprises minières, c'est parce que les critiques à l'endroit des projets miniers sont nombreuses. Dernièrement, c'est l'église catholique et un collectif d'artistes connus qui sont montés au créneau pour pointer du doigt les impacts négatifs des projets miniers ■

titre d'exploitation d'hydrocarbures octroyé.

Le programme de travail de la phase I du Plan de Développement comprend en premier lieu la production d'huile lourde brut à basse teneur en soufre, destiné d'abord au marché malgache puis au marché international pour la production d'énergie ou bien utilisé comme matière première pour les raffineries ou bien comme combustible de soute. Cette première phase inclut

également le développement total du premier compartiment géologique comprenant le site de l'actuel projet pilote d'injection de vapeur ainsi que les compartiments géologiques adjacents. Durant cette période, il est prévu de forer jusqu'à 800 puits peu profonds qui permettront d'atteindre jusqu'à 10.000 barils de production par jour durant les 3 à 5 prochaines années. Enfin, Madagascar Oil prévoit des travaux d'évaluation du potentiel en pétrole léger conventionnel de la partie Sud du bloc 3104 à travers des campagnes d'acquisition sismique en 2016, suivis de forages peu profonds en 2017 et 2018 ■

3% des 18-24 ans scolarisés

La déperdition de l'enseignement supérieur

Le marché de l'enseignement supérieur est encore ouvert à Madagascar, parce que les universités ne peuvent pas accueillir tous les bacheliers. Les institutions privées ne sont pas toutes un choix par défaut pour ceux qui échouent aux tests de sélection dans les universités. C'est le choix délibéré motivé par la renommée d'un établissement et la qualité de la formation. Il faut dire qu'être reçu à l'université ne garantit rien. Outre les perturbations habituelles des enseignements, on ne peut pas ignorer les statistiques : d'après des études réalisées en 2008, le taux d'abandon à la fin de la première année est de 36,8% dans les filières longues, le taux de redoublement est de 45%. Ce qui laisse penser que la vraie capacité d'accueil des universités publiques est à apprécier à partir de la deuxième année, à l'instar de la filière médecine qui perd quasiment les 2 tiers de ses étudiants aux premiers examens de passage. Il n'est donc pas étonnant que le taux de scolarisation de la tranche d'âge 18 à 24 ans ne soit que de 3% à Madagascar, contre 15% à l'île Maurice et 8% en Afrique subsaharienne. Les causes de la défection seraient la faible articulation des programmes d'enseignement entre les cycles secondaire et supérieur, le problème d'orientation des étudiants et les faiblesses du système de sélection.

Les statistiques mises à jour au mois de septembre 2014 par le ministère de l'Enseignement supérieur font état de 157 établissements proposant au total 538 formations dans tout Madagascar. La plus prolifique est sans conteste la formation de paramédicaux qui sont au nombre de 89 à délivrer une licence professionnelle. On en trouve partout, dans les régions comme l'Uaz de Sambaina, Isfps d'Antsohihy, Iscamen de Morondava... où les filières Sagefemme et Infirmiers sont incontournables. Quelques instituts proposent des formations supplémentaires comme technicien de laboratoire, kinésithérapeute ou infirmier anesthésiste. Les offres de formation répondent à un besoin du marché du travail. La forte demande des centres de santé et hospitaliers facilite l'implantation des instituts de formation dans les régions. Inspn, Inspnmad et Ifisa sont parmi ceux qui ont ouvert un centre dans plusieurs localités.

Les filières qui comptent le plus de formations dans les institutions privées sont la gestion, le droit et l'informatique. Pour ce qui est des filières professionnalisantes, les plus nombreuses sont le génie civil, bâtiment et travaux publics, tourisme et hôtellerie, l'agronomie et l'environnement. Le privé apporte



des innovations comme la science politique par Ilep, la langue et littérature arabe par Ipam, le travail social par Isps, la psychologie par Ucm. Cette dernière partage avec Salt la particularité de proposer un diplôme en théologie. Dans la flopée de filières communication dans le privé, trois seulement ont reçu l'habilitation, à savoir l'université Aceem, Esva, Samis-Esic et Ift, les trois derniers incluant le journalisme dans leur formation. La pénurie de professeurs d'université est palpable puisque seul Ilep propose une formation doctorale.

La qualité n'est pas obligatoire, c'est une option

Il n'est pas difficile de créer une institution de formation, puisque la loi cite les conditions sans les qualifier ni les quantifier. Il suffit de mettre en place un dispositif d'accueil des étudiants, d'élaborer la formation en tenant compte des besoins du développement local, régional et national, de mettre en œuvre un dispositif de pilotage, des procédures d'évaluation, une politique documentaire... Les enseignants doivent avoir un emploi du temps équilibré pour leurs différentes activités dans le cadre de la formation et de la recherche. L'institution est tenue d'avoir un projet de développement en matière de formation, de gouvernance et de recherche, une

structure administrative, des infrastructures adaptées à ses objectifs et différentes politiques dédiées à l'hygiène, sécurité, qualité de vie, coopération nationale et internationale... La loi ne définit pas un budget minimal, mais exige une politique budgétaire et financière.

L'habilitation est plus restrictive. Elle préconise une offre de formation qui complète de manière judicieuse et /ou innovatrice les offres existantes. Elle permet l'acquisition des principaux concepts et méthodes de la spécialité tout en traitant des sujets interdisciplinaires. La loi exige une cohérence des objectifs, des contenus et des méthodes d'enseignement, l'affectation de ressources adaptées aux outils pédagogiques et au soutien des étudiants. D'après le ministère, « l'établissement met en œuvre les formations annoncées dans de bonnes conditions : enseignements effectivement organisés, volumes horaires en conformité avec les standards définis, supports de cours accessibles aux étudiants, stages et projets encadrés. L'enseignement est dispensé par un corps enseignant compétent du point de vue didactique et qualifié scientifiquement. Ces compétences et ces qualifications doivent être certifiées ».

Une mauvaise note de la Banque mondiale

Selon Patrick Philippe Ramanantoanina, auteur d'une note pour la Banque mondiale, les enseignements ne répondent pas aux normes internationales et ne s'alignent pas sur les besoins des entreprises. Les programmes de formation et d'enseignement supérieurs comportent un grand nombre de spécialisations qui s'avèrent plus guidées par l'offre, grâce notamment à l'existence d'enseignants hautement qualifiés dans une discipline, que par la demande. La répartition des étudiants par domaine de spécialité selon la Classification Internationale Type de l'Education (CITE) de l'UNESCO, montre la prédominance des filières des lettres et des sciences sociales qui accueillent près de 70 % des étudiants. La place des filières techniques demeure limitée : le poids des filières industrielles et d'ingénierie est de 6 %. De plus, la répartition des effectifs est fort significative : le public offre 5% de sa capacité en filières courtes contre 95 % pour le privé.





La conception des programmes d'enseignement supérieur ne se fonde pas toujours sur les besoins en connaissances et compétences requises par les employeurs, résultant ainsi à un niveau relativement élevé de chômage parmi les diplômés de 8,4 %. La plupart des programmes universitaires se basent encore sur un modèle traditionnel d'enseignement de longue durée, ce qui souvent décourage les étudiants. Les diplômés des Instituts Supérieurs de Technologie (IST), qui proposent des cours de courte durée pour la formation de techniciens supérieurs, peuvent plus facilement accéder à l'emploi, mais les deux institutions existantes recueillent moins de 2 % des inscriptions de l'enseignement supérieur. Faute de partenariats dynamiques entre les organisations professionnelles et les ministères en charge de l'éducation, de la formation, et de l'emploi, il apparaît difficile de faire émerger une offre de formation technique et professionnelle structurée, répondant réellement aux besoins des entreprises. Seulement 1,7 % de la population active ont un niveau d'études supérieures.

Aider les jeunes à se réaliser

Le système LMD est un moyen de moderniser les études supérieures à Madagascar à condition que les universités et les instituts disposent des moyens nécessaires pour le mettre en place et qu'il y ait un contrôle effectif des conditions d'enseignement et des contenus des cours. La régulation du simple agrément d'ouverture et de l'habilitation en tant que label qualité devrait permettre aux futurs étudiants de bien choisir. Martin Rakotoson, président de l'Imgam a une approche idéaliste de l'école, faisant des apprenants les maîtres de leur formation, de leur vie.

« Il faut former les jeunes, permettre à tout le monde de se réaliser, c'est le rôle de l'école », affirme



Martin Rakotoson. Les jeunes diplômés malgaches sont-ils préparés et prêts à intégrer l'entreprise à la sortie de l'université ? La question relève de la politique de l'enseignement supérieur. Les entreprises perdent en performance et en efficacité en recrutant un diplômé de l'université qui a eu une formation académique. Malgré son riche savoir, une recrue doit encore apprendre les aspects pratiques du métier, le contexte de la vie d'entreprise... « Contrairement à une formation professionnelle qui traite la globalité d'un domaine, la filière professionnalisante est axée sur un métier, on forme des banquiers, des commerciaux, des créateurs d'entreprises », explique le président de l'Imgam. Même les universités s'y sont mises en ouvrant des filières payantes, mais qui permettra à l'étudiant de trouver facilement un emploi grâce à son savoir-faire.

Une formation à l'ancienne est encore à valider par un stage en responsabilité de préférence. Cela avait été la faiblesse des filières universitaires. Par contre, les filières professionnalisantes facilitent l'intégration au sein de l'entreprise, ce qui était la force

des instituts privés. « L'école nouvelle dit qu'il faut faire bouger les choses, permettre aux jeunes de se réaliser, d'aller plus loin possibles avec ce qu'ils ont, ce qu'ils ont, analyse le président de l'Imgam. Ce n'est pas comme dans l'ancienne école où l'on vous dit voici le programme, vous devez apprendre ceci, le faire par cœur ». Aujourd'hui, les universités publiques proposent aussi des formations orientées métier et dans le privé, on a de plus en plus des filières académiques.

Le cas des grandes sociétés minières est symptomatique d'une jeunesse mal formée, dépassée par les grands changements. Le recrutement d'étrangers à différentes fonctions est un problème car les projets n'ont pas l'impact attendu en matière de création d'emplois. « Le dynamisme que créent les écoles supérieures aujourd'hui va rattraper ce retard d'ici 5 ans, Madagascar sera enfin prêt », prédit Martin Rakotoson. « Avant, le but était de répondre aux besoins des entreprises, aujourd'hui, nous devons créer les besoins des entreprises, c'est l'école qui doit trouver des idées nouvelles », souligne-t-il. ■

Habilitation, quelles valeurs ajoutées



Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Depuis la fin des années 90, on assiste à un accroissement spectaculaire du nombre d'universités et d'instituts supérieurs privés à Madagascar. Effectivement le pays ne dispose que de six universités et trois instituts supérieurs publics, ce qui est largement insuffisant vu le nombre croissant de nouveaux bacheliers chaque année. Les demandes évoluent aussi non seulement sur l'effectif mais surtout sur

des nouvelles filières et spécialités. Actuellement on peut compter dans les 200 établissements supérieurs privés dans toute l'île, un nombre qui augmente chaque année. Le fer de lance de chaque établissement, qui lui permet de se distinguer des autres maintenant est la reconnaissance des diplômes qu'il délivre par l'état ou l'habilitation.

L'homologation et l'habilitation sont les deux termes

qui reviennent à chaque fois dans la présentation de ces établissements privés. Avec le basculement du cycle de l'enseignement supérieur vers le cursus Licence, Masters, Doctorat (LMD), la reconnaissance des diplômes délivrés par ces universités et instituts privés se traduit par son habilitation. L'habilitation est obtenue après une série de contrôles et d'études des établissements, notamment le programme d'enseignement proposé, l'effectif et la qualité des enseignants, les infrastructures et environnements de travail offerts aux étudiants. L'objectif étant d'offrir aux étudiants de meilleures conditions pour la réussite de leurs études. A la différence d'une homologation qui concerne directement l'établissement, l'habilitation concerne chaque diplôme : licence, masters, doctorat.

L'habilitation est aussi un processus de synchronisation des programmes d'enseignements dans les établissements privés avec ceux des établissements publics qui aboutira à la délivrance d'un diplôme équivalent à celui obtenu dans les universités publiques donc reconnus par le ministère de la Fonction publique. L'un des grands avantages de ce système est que dorénavant les diplômés de ces établissements peuvent participer aux concours officiels de la fonction publique, leurs diplômes sont aussi reconnus au niveau international. Notons que la mise en application effective du système LMD n'a été faite que depuis l'année universitaire 2013 - 2014 ■

L'ESD, sur la voie de l'innovation

Docteur en Relations Internationales,
Randriamifehy Pascal est le Directeur
de l' Ecole de Droit et de science politique.



Pouvez-vous nous dire pourquoi la mise en place de cette Ecole de Droit et de science politique ?

A cause de l'innovation juridique et des changements politiques qu'elle entraîne, la formation ne peut être du même type que celle qui est dispensée académiquement. Actuellement, chaque formation exige toutes sortes de qualités et de compétences qui ne ressortissent pas exclusivement de la formation classique. L'enseignement supérieur du XXI^e siècle exige la collaboration des cadres de haut niveau et des enseignants des universités, à cet effet, il sera instauré un équilibre sur le plan des matières académiques que sur celles des autres matières. Dans ce cadre, l'E.S.D semble être l'infrastructure appropriée pour mettre en œuvre cet axe de complémentarité.

Comment envisagez-vous les objectifs de l'E.S.D ?

L'enseignement doit être au service du développement et surtout de l'homme. A cet effet on doit : Aider l'étudiant à acquérir non seulement une technique juridique et politique mais aussi une logique analytique et réflexive spécifique, Visualiser les connaissances et surtout l'étudiant aura une meilleure compréhension et une meilleure maîtrise des matières enseignées et Permettre à l'étudiant d'être immédiatement opérationnel.

De quelle manière se concrétise la formation à l'E.S.D ?

On distingue cinq composants de formation : L'enseignement en salle qui consiste à faire acquérir aux étudiants, d'une part une approche juridiques et politiques et d'autre part, des cas pratiques qui garantissent la réussite des actions. Il est subdivisé en trois groupes de matières : les bases juridiques et politiques fondamentales, la formation de spécialité et les techniques de communication. Deuxièmement, les travaux dirigés. Troisièmement, le travail personnel de l'étudiant. Ensuite, les conférences et visites d'entreprises qui permettent aux étudiants de rester en contact permanent avec le milieu professionnel et de confronter les acquis théoriques avec les pratiques et la situation réelle. Et enfin les stages : un stage sera effectué à la fin de la 2^e année. Un rapport doit être rédigé et noté à l'issue de ce stage. A l'instar des expériences acquises durant ce stage et suivant l'objectif qu'il s'est fixé, l'étudiant aura à élaborer un mémoire qu'il devra soutenir publiquement devant un jury pour formaliser sa formation

Comment se manifeste l'organisation pédagogique ?

Toutes les activités pédagogiques sont obligatoires, le régime de la formation étant de type école, un contrôle sera effectué par mois et un examen partiel à la fin de chaque semestre. Il porte sur l'ensemble des programmes effectués durant le semestre.

La composition du corps professoral de l'E.S.D ?

Le corps enseignant sera composé d'enseignants universitaires qui assureront

l'enseignement théorique de base et des cadres supérieurs qui traiteront des thèmes spécialisés

Pouvez-vous nous parler des débouchés pour vos futurs diplômés ?

La formation débouche sur des emplois dans les types de professions auxquels prépare classiquement le Master en sciences politiques, tout en fournissant une spécialisation correspondant à des profils de poste centrés sur le traitement des questions liées aux nouveaux impératifs de l'action publique, aux problèmes liés à la mondialisation et aux postes de représentation. Les domaines professionnels sont les suivants : Journalisme spécialisé dans l'analyse et le commentaire de la vie politique, instituts de sondage, Postes dans des institutions politiques nationales (Assemblée nationale, Sénat, Service d'information du gouvernement, Secrétariat général du gouvernement,) Communication institutionnelle en cabinet, entreprise, association ou organisation (y compris syndicats et partis politiques) ; sociétés d'études et de conseil, métiers de l'expertise, Collectivités territoriales : mairies, conseils généraux et régionaux et Carrières internationales (administration de l'Union européenne, ONG, organisation internationale, certains postes dans le domaine diplomatique).

Le M2 Droit public fondamental est destiné en tout premier lieu aux étudiants envisageant de s'orienter vers une thèse de doctorat puis, ultérieurement, vers une carrière dans l'enseignement supérieur. Les diplômés du Master Recherche peuvent également s'orienter vers d'autres métiers de l'administration accessibles, ou non, sur concours. La formation reçue dans ce master, et le renforcement des connaissances et des compétences qui en résultent (notamment en termes d'autonomie), constituent un atout réel

pour une insertion professionnelle réussie. Enfin, la dimension principalement juridique du parcours Master Droit public fondamental permet aux étudiants de se préparer utilement à des activités des secteurs privé et public.

Le Master Droit privé fondamental répond à une demande forte dans le domaine professionnel et universitaire de juristes connaissant bien les matières fondamentales du droit privé.

La formation offre, outre une initiation à la recherche, une préparation aux concours et examens des professions judiciaires. Par l'universalité de la méthode enseignée, elle permet à tous d'aborder d'autres matières ou des systèmes juridiques étrangers et de s'intégrer ainsi aisément dans l'univers de travail.

La spécialité Droit Privé Fondamental a pour but d'initier à la recherche tout en donnant aux étudiants des acquis utilisables quel que soit le domaine professionnel qu'ils choisiront. L'enseignement est de haut niveau dans chaque matière. De ce fait, la qualité du travail demandé est grande. Les étudiants sont obligés de tendre vers le meilleur au sein de chaque module. Les étudiants approfondissent leur connaissance. Ils aiguisent leur sens de la réflexion. Ils apprennent la rigueur de l'exposé écrit avec les codes exigés lors de la rédaction d'un mémoire. La technique des notes et références leurs est ainsi spécialement enseignée. L'acquisition de ce faisceau de connaissances permet ainsi aux étudiants de préparer activement leur future vie professionnelle, en leur donnant un excellent niveau général en droit utilisable tant dans la recherche que dans la pratique.

Les métiers du Droit sont nombreux et diversifiés. Certains sont directement accessibles avec une licence ou, le plus souvent, un master, d'autres nécessitent de réussir un concours ■



REACHOUT C.O
MADAGASCAR

MIDAS

Cabinet d'expertise et d'appui-conseils

ReachOut Madagascar
1er étage, lot IVA 4 Ampandrana, Antananarivo
Téléphone : (+261) 34 11 218 21
Site web : www.reachout-global.com
Email : reachout.mada@midas.mg



L'Ecole Supérieure de Droit et de science politique (E.S.D)



RANDRIANASOLO Franck
Président fondateur



RANDRIAMIFEHY Pascal
Directeur
Docteur en Relations Internationales- plusieurs années d'Enseignement Supérieur à Madagascar et à l'étranger (université de : Prague, Perpignan)



RAMIHONE Gérard Roger D
Docteur en Droit de l'Union Européenne – 29 ans d'enseignement dans l'Enseignement Supérieur



RAMANAMISATA Andrianjasy Sambatra
Docteur en Droit, Université de Poitiers FRANCE

L'Ecole Supérieure de Droit et de science politique (E.S.D) est porteuse d'un projet pédagogique ambitieux et ancré dans des valeurs fortes : la pluridisciplinarité, l'excellence et la professionnalisation. Elle offre à ses étudiants un large spectre de formations qui couvre l'essentiel des champs disciplinaires du droit et de la science politique.

La qualité et l'attractivité des formations sont garanties par un solide adossement à des équipes d'enseignants et à des laboratoires fortement impliqués. Les étudiants profitent ainsi d'un enseignement alimenté par une recherche de haut niveau qui leur transmet le meilleur des savoirs.

L'E.S.D est pleinement ouverte sur le monde professionnel et sur la société civile. L'étroitesse des liens tissés, de longue date, avec les praticiens du droit et les entreprises, la mise en place de formations, à l'instar des licences et Masters en Droit Privé, Public et science politique qui sont en réelle adéquation avec les besoins de son environnement socio-économique, contribuent sans nul doute à assurer la meilleure insertion possible de ses diplômés dans la vie active.

L'Ecole Supérieure de Droit et de science politique (E.S.D) est une Faculté dynamique et innovante qui place la réussite de l'étudiant au centre de ses préoccupations, en lui offrant un environnement intellectuellement et humainement propice à son épanouissement.

Les cursus proposés visent à dispenser aux étudiants des formations académiques habilitées par l'Etat et directement en prise avec les métiers du droit. Les étudiants entrent ainsi progressivement dans l'acquisition des savoirs juridiques fondamentaux, tout en bénéficiant d'une ouverture pluridisciplinaire et en développant de fortes capacités d'adaptation, qualités indispensables aux juristes d'aujourd'hui. Une faculté en lien permanent avec les milieux professionnels

Comme toute formation universitaire, les formations proposées ouvrent par nature vers l'intégration professionnelle :

- Une collaboration active avec les praticiens : des intervenants, experts dans leur domaine, dispensent des cours au sein de l'E.S.D
- Des formations orientées et organisées vers l'insertion professionnelle rapide
- Des stages en entreprise ou en administration prévus dès la 3e année de formation et généralisés en master.

LICENCE

Cette première offre de formation en Licence de Droit – Sciences Politiques vise notamment à répondre à un besoin national en formation juridique et politique de plus en plus développé et sans cesse grandissant ainsi qu'à une impossibilité avérée des universités publiques à éponger les bacheliers de plus en plus nombreux, chaque année et désirant poursuivre des études supérieures et intégrer un établissement de prestige proposant des formations attractives et intéressantes.

MASTER

Les étudiants issus de ce cursus sont directement opérationnels (et peuvent de ce fait immédiatement intégrer le monde professionnel) mais étant donné la polyvalence de la formation (à vocation indifférenciée), ils pourront, bientôt, eu égard aux partenariats et collaborations développés avec d'autres Etablissements supérieurs, poursuivre leurs études en Doctorat.

Notre Etablissement ambitionne d'étoffer les offres de formation déjà existantes dans le monde de l'enseignement supérieur malgache. Nous visons l'excellence et désirons accompagner la jeunesse malgache dans sa quête d'un bel avenir et, en même temps, prendre part au déploiement de la Nation malgache.



RAKOTOSON Jean Laurent
Magistrat Conseiller d'état
Expert en Droit Administratif



RAKOTONDRAMASY Frank
Juriste consultant, expert en Droit des assurances et Droit de l'environnement



RAKOTOARIMANANA Sylvia Hasina
Sociologue et analyste politique



RATSIFANDRIAMANANA Bako Saholy
Experte en Economie de développement et gestion de projet

Rapatriement de devises

Le secteur privé mécontent

Par Herizo A

Le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), soutenu par plusieurs associations et groupements d'entreprises, réfute l'arrêté n°25397 pris par le ministère des Finances et du Budget le 7 août 2015, concernant le rapatriement des devises sur leurs opérations de vente, réalisées en exportation. Il en demande l'annulation.



Cet arrêté oblige les entrepreneurs et sociétés privées, à procéder directement à la cession de devises auprès du MID. Ce qui est anti-économique aux yeux du secteur privé, c'est l'obligation de céder la totalité des recettes d'exportation, soit 100%, et le délai de 30 jours après opération ou paiement de facture des clients de ces exportateurs. Des contraintes qui risquent de pénaliser fortement les exportateurs. « A quoi sert un compte bancaire en devise, si l'on ne peut ni épargner ni utiliser les devises qui sont dans ces comptes », se demande le secteur privé.

Le GEM apporte des précisions dans un communiqué assez tardif : « en privant les exportateurs et les prestataires de services de la faculté de régler par le produit de leurs ventes en devise les importations en devises nécessaires à leur activité, les obligeant à convertir leurs recettes d'exportation en ariary avant de convertir les ariary en devises pour payer leurs fournisseurs étrangers, la mesure prescrite par l'arrêté invalide l'existence et la justification des comptes en devises, occasionne un préjudice direct pour les opérateurs du fait des mouvements de change qu'elle induit, constitue une ingérence de l'Etat dans la gestion financière des sociétés et risque d'alimenter le marché noir de devises ».

Une mesure d'urgence pour freiner la chute de l'ariary

Le secteur privé demande l'annulation pure et simple de cet arrêté. « Il est regrettable qu'au moment où les autorités au plus haut niveau prônent la reprise du dialogue public-privé pour la relance de l'économie, de telles mesures aux lourdes conséquences pour les entreprises n'aient pas fait l'objet de concertation dans le cadre des structures mises en place à cette fin », insiste le GEM. L'arrêté témoigne de l'impuissance et de l'affolement des autorités financières devant la dépréciation continue de l'ariary face à l'euro et au dollar.

La mesure devrait être temporaire pour freiner l'hémorragie la chute de l'ariary et augmenter rapidement les réserves de devises du pays qui est passé en dessus des 600 millions de dollars, soit 2 mois et demi d'exportation. Selon la procédure d'exportation, le délai qui est la période entre la date de rapatriement de devises et la date d'embarquement peut aller jusqu'à 90 jours pour l'exportation de marchandises selon le droit commun avec l'obligation de céder 20% des recettes au MID. Plus le délai est court, moins la cession est importante, soit 10% si les devises sont rapatriées sous 30 jours. L'Etat veut donc le minimum de délai (30 jours) et un maximum de cession (100%).

L'ariary à sa juste valeur sur le marché noir ?

Les opérateurs souhaitent que la valeur de l'ariary soit enfin reflétée par l'économie réelle sans les interventions de la Banque Centrale et les mesures exceptionnelles. « On va

surement y perdre dans cette obligation de rapatriement à 100% dans un délai exceptionnel de 30 jours, c'est une mesure irréaliste et qui pénalise directement les entreprises », fulmine un opérateur dans l'import/export. Il explique que dans son business, les exportations servent à financer les importations. « Les autorités auraient une vision réductrice des affaires, comme si ceux qui exportent ne sont que des opérateurs dans les filières vanille ou girofle qui n'ont pas besoin de devises. Et encore, on devrait avoir le droit de garder nos devises, à part la contribution imposée pour alimenter le MID, en tout cas, pas toutes nos recettes », martèle-t-il, se demandant si le gouvernement a raison de mettre la pression sur les entreprises qui exportent pour donner les moyens à ceux qui font de l'importation. Il met en doute l'opportunité de telles mesures pour équilibrer la balance de paiement. Le chef d'entreprise estime qu'il y a une perte, un manque à gagner dans cette transaction forcée, « car l'ariary est en réalité largement sous-évaluée, tant que cet en dessous des 4000 unités pour un euro ».

Et si la solution était plutôt de ramener les devises déjà dans le pays vers le MID. La mainmise des banques et la possibilité de ces dernières à faire des transactions entre elles n'inspirent pas la confiance aux opérateurs. Le marché parallèle a donc une motivation économique. La pénurie de dollars dans les transactions officielles booste le change au noir. « Il y a des gens qui ont des millions de dollars chez eux », spéculent L. R., agent de change informel. Il note une augmentation spectaculaire du volume des transactions. « On ne travaille presque plus dans la rue, tant les montants échangés sont élevés, ajoute-t-il. Il y a des demandes énormes, comme 500 000 euros, dans ce cas, il faut mobiliser plusieurs personnes pour rassembler la somme ». Pourquoi les autorités laissent faire, le marché noir de devises s'opérant au grand jour ? « Ce marché parallèle est utile, c'est un ballon d'oxygène pour de nombreux opérateurs et les hommes d'affaires, se justifie L.R. En plus, il y a des personnes très importantes, très haut placées qui sont parmi nos clients, sans oublier les nouveaux riches que l'on étiquète ici d'opérateurs de bois de rose ». Des intouchables ■

Comprendre le taux de change et ses risques

Les risques encourus par les opérateurs économiques dans un taux de change

Risque de change de transaction ou de conversion : dans un système de taux de change flottant, dès qu'une entreprise ou un individu réalise une opération qui implique une entrée ou une sortie de devises dans les mois ou les années à venir, il est en risque de change, car l'entreprise ou l'individu ne connaît pas à l'avance le cours de cette devise et donc la contrepartie de ses flux en devises dans sa monnaie.

Le risque de change apparaît donc dès lors qu'un prix en devises ou une opération financière en devises est établi ou accepté par une entreprise. Le risque est que le cours de la devise considérée varie par rapport au cours existant à l'instant de la négociation. On le désigne sous les termes « risque de change de transaction ou de conversion ».

Risque de change de traduction ou risque comptable : les taux de change peuvent aussi avoir des impacts sur la valeur de l'entreprise, celle-ci étant égale à la valeur actualisée des flux qu'elle générera dans le futur. La variation de valeur de l'entreprise due aux fluctuations des taux de change traduit le risque de change économique. Enfin, les variations des taux de change ont des effets sur les états comptables et, en particulier, sur les résultats comptables des entreprises, ce qui correspond au risque de change de traduction ou comptable.

Les risques encourus par les banques

La notion de risque de change est intimement liée à la notion de la position de change

La Position de change est la différence entre les devises possédées (ou à recevoir) et les devises dues (ou à livrer). Selon une instruction de la CSBF au mois de juin 2007, le ratio de la position de change est limité à 20%, c'est à dire, la somme de toutes devises confondues rapportée aux Fonds propres disponibles ne doit pas excéder les 20%.

Le Trésorier de la Banque gère dans le cadre de ses propres limites, le risque de change de ses opérations de trésorerie. Pour cela, il doit se ravitailler en devises fréquemment demandées par le client, qu'il évalue tous les jours en fonction du cours sur le MID, si le cours spot (cours du jour sur le marché) est supérieur au prix de revient de sa devise, la Banque peut gagner dans ses opérations et dans le cas contraire, elle encaisse des pertes. Par ailleurs, il peut exécuter directement au marché l'ordre de ses clients ■

Source : Sitraka Ramarason

MID, 20 ans et toujours pas au point

A l'heure où un géant comme la Chine dévalue sa monnaie nationale pour être compétitif au point de bouleverser l'ordre de l'économie mondiale, la dépréciation de l'ariary a une autre lecture, celle d'une économie faible dans un Etat fragile qui a du mal à assumer son développement. Cette perception est celle d'un observateur étranger, sans complaisance dans son jugement. Elle n'est pas forcément assumée par les autorités malgaches, loin de là. La raison en est la notion de souveraineté nationale que l'on associe à l'ariary.

Tout avait commencé quand le gouvernement de Madagascar avait décidé de sortir de la zone Franc. Dans un élan idéologique et révolutionnaire, la tendance était d'avoir une monnaie forte, carrément surévaluée. C'était possible dans un régime de change fixe. La situation était quelque peu surréaliste sous la présidence de Didier Ratsiraka ne pouvaient que revenir à la réalité.

Dès 1982, la dévaluation du Franc malgache garanti a été inévitable. Elle faisait partie des ajustements nécessaires pour pallier la crise économique qui secouait le pays. Le marché parallèle des devises était plus fort parce qu'il était plus réaliste. Déjà, le taux de change y était variable, même si le terme « flottement » n'était pas encore approprié. L'Etat ne pouvait que suivre le mouvement face à la pénurie de devises. Résultat, le FMG ou l'Iraimbilanja de son nom « vernaculaire » a perdu 80% de sa valeur en seulement 5 ans. Durant ces années 1980, la dévaluation avait l'effet d'un mini-séisme. La cherté des produits d'importation ne concernait pas tout le monde grâce à une production nationale plus ou moins soutenue par les sociétés d'Etat, celles qui étaient effectivement productives. Les relations privilégiées avec les pays de l'Europe de l'Est et l'Union soviétique ont permis au gouvernement d'acheter des biens et des services à prix abordable.

Les difficultés économiques refont surface quand le pays doit absolument importer. L'insuffisance des réserves de devises a contraint les Malgaches à de grands sacrifices. Quand la production rizicole n'était pas suffisante, l'approvisionnement est compromis parce que l'Etat ne peut pas importer. La pénurie des autres PPN comme l'huile alimentaire est toujours supportable pour les malgaches, mais pas le riz. La valeur de la monnaie malgache s'appréciait alors sur sa parité avec le... prix du riz. Quand un franc français valait un kilo de riz, tout allait bien. Le début de la dévaluation allait mettre en cause cette certitude. A la fin des années 1980, Madagascar entre « dans le giron » des institutions de Bretton Woods après avoir constaté l'échec économique du socialisme pur et dur. Ce choix économique va pousser le pays à perdre sur le terrain de



la souveraineté monétaire. Les fondements économiques du flottement de la monnaie malgache sont un concept mal compris par les contribuables, ce depuis le départ.

Le Fmi et la Banque mondiale ont exigé des réformes du marché du change. Les difficultés économiques rencontrées par le pays après la crise politique de 1991 et les années de transition qui ont suivi mettaient les autorités malgaches dans une position d'infériorité d'autant qu'elles négociaient des aides pour financer le développement et surtout pour renforcer le budget de l'Etat. La mise en place d'un régime de change flottant aurait été une initiative du ministre des Finances de l'époque, qui faisait bien plus que les conditionnalités émises par les bailleurs de fonds. C'était chose faite en 1994.

Le fait marquant de l'époque est sans doute la fin du contrôle de change par les autorités. Le marché interbancaire des devises est alors mis en place pour encadrer le change flottant. Pour le commun des malgaches, ce changement dans le système financier était la principale cause de l'inflation. Auparavant, seuls les privilégiés qui voyageaient à l'étranger et y font des achats qui semblaient être concernés. Avec le « flottement », tout le monde a subi la hausse des prix des biens importés. Les entreprises espéraient avoir accès facilement aux devises grâce au MID. Ce n'était pas le cas. Au milieu des années 1990, l'offre de devises demeurait insuffisante. Phénomène bizarre et imprévu, la stagnation des cours laissait perplexes les acteurs du marché, laissant croire que les dépréciations de la monnaie nationale de l'époque étaient encore une dévaluation déguisée au lieu d'un flottement.

Les autorités gardaient cependant un certain contrôle grâce à la possibilité d'intervention de la Banque centrale pour atténuer les fluctuations et l'association des transactions de changes aux flux commerciaux avérés. Le

but était de limiter les spéculations provoquant des changements brutaux des taux de change. C'est plutôt la conjoncture économique qui allait provoquer ces bouleversements tant craints. Le régime à flottement a été accompagné d'une forte dépréciation de la monnaie nationale. La mise en place du MID n'a pas mis fin au marché parallèle. Le fonctionnement institutionnel du marché interbancaire n'est pas assez clair entre l'intervention de la Banque centrale et la main invisible des cambistes qui manipulent eux aussi les cours. Les taux de change affichaient une certaine rigidité malgré les variations des volumes des devises échangés.

Le marché à la criée n'a donc pas tenu toutes ses promesses. Le MID en continu a apporté des améliorations notamment dans le mécanisme de change et permettait plus de stabilité du taux de change. Ce nouveau système n'a pas pour autant fait oublier les problèmes structurels liés à l'insuffisance de l'offre en devise. Le marché est toujours sous pression, car la demande ne peut être satisfaite. La volatilité des changes réapparaît comme un risque, favorisant la fluctuation des taux. L'actuelle crise de l'ariary n'est pas un phénomène récent puisque les prémisses dataient de mi-2014 sans que la tendance à la baisse n'ait pu être redressée. Cette dépréciation n'est pas volontaire, mais le fruit de la pression du marché, le résultat de la suprématie de la demande face à l'offre de devises.

L'économiste Adamson Rasolofo a recommandé de « briser la position oligopolistique des banques commerciales sur le MID, pour en faire bénéficier d'autres intervenants jugés solvables et remplissant les conditions exigées par le marché, en vue d'apporter de nouvelles liquidités en devise sur ce marché ». Des opérateurs économiques abondent dans ce sens, redoutant l'entente entre les établissements bancaires et souhaitent l'intégration des compagnies assurances, bureaux de change, fonds de pension, caisse de sécurité sociale... Sur ce marché, les failles sont encore nombreuses, relevant plus d'un mauvais fonctionnement institutionnel que de la politique de change elle-même ■

**Les buybacks sont des opérations d'achat/vente par la Banque Centrale, sans transfert de cash. Ils ont pour effet de gonfler le volume des transactions et d'afficher un cours de l'ariary moins déprécié. Selon le bureau du FMI, de telles interventions faussent les repères sur le vrai taux de changes au détriment du secteur privé productif. Il estime que la cessation des buybacks ne devrait pas avoir d'impacts sur l'économie réelle, en particulier l'inflation.*

Patrick Imam,

représentant
résident du FMI :

*Ne pas supprimer
le MID mais
corriger ses
dysfonctionne-
ments*



Avec la dépréciation de l'Ariary, le MID est souvent mis en cause et remis en cause. Sa suppression est-elle opportune ?

En effet, une discussion qui revient souvent dans les débats économiques lorsque la monnaie locale s'affaiblit, comme tel est le cas ces jours-ci, c'est la suppression du Mid et le retour à un régime de changes fixes. Toutefois, la suppression du MID n'est pas forcément une issue, mais qu'il fallait solutionner ses dysfonctionnements s'il y en a. De même que le régime de change fixe n'est pas nécessairement opportun. Non seulement le pays ne dispose pas encore des moyens d'assurer un tel régime vu le niveau actuel de sa réserve, mais aussi parce que les expériences des pays émergents des 20 dernières années ont démontré que de tels régimes peuvent être problématiques et souvent pas soutenable à long terme, et peu aboutir à des crises, à l'instar de la crise mexicaine, la crise en Argentine ou encore la crise asiatique ».

Il a été dit que le FMI est pour la suppression du MID mais cela n'a jamais été vraiment le cas.

Suite à un malentendu et à une confusion avec le FMI Malagasy (Fahefa-Mividy Izao no takian'ny Malagasy), il a été malheureusement attribué au Fonds Monétaire International les propos sur la suppression du Marché Interbancaire de Devises. Ce qui ne reflète pas notre avis concernant ce marché de changes. Pour le Fonds, il n'a jamais été question de supprimer le MID. Ce n'est pas la solution, il s'agit plutôt d'améliorer son fonctionnement afin d'optimiser son existence comme il vient d'être décidé avec l'élimination des buybacks*.

Le fait que Madagascar soit un « Etat fragile » rend-il difficile de défendre la parité de l'ariary ?

Le mot « Etat fragile » caractérise un pays où les capacités de l'Etat sont réduites. Dans ce contexte-ci, cette capacité réduite se rapporte essentiellement à sa capacité financière de défendre sa monnaie. Mais dû au fait que le pays a un taux de change flottant, bien que le niveau des réserves internationales de devises du pays est en dessous des standards établis de trois mois de couverture en importations, cela n'est pas grave. Les réserves de la Banque Centrale de Madagascar ne sont pas destinées dans la politique actuelle à défendre la parité de la monnaie locale, mais plutôt à éviter des fluctuations excessives. Face aux différents chocs internes et externes auxquels son économie pourrait être exposée, c'est le taux de change qui en principe va être l'amortisseur. En effet, avec son niveau actuel de réserve, on peut dire que le pays pourrait se mettre dans une situation plus confortable en augmentant les réserves.

A quoi va servir l'aide du FMI ?

L'aide financière du FMI va être versée directement à la Banque Centrale et servira à renforcer la réserve internationale de devises gérée par cette dernière. Madagascar se dotera ainsi des ressources nécessaires qui viendront renforcer les réserves internationales détenues par la Banque Centrale, afin de se prémunir contre d'éventuels chocs sur son économie et pour financer plus facilement l'importation de biens et de produits ■

Investissements

La stabilité politique, une nouvelle priorité

J.R

Les dernières années ont été marquées par une baisse progressive des Investissements directs étrangers (IDE) à Madagascar. D'après les chiffres du Cnuced, les investissements sur la Grande Ile sont passés de \$ 1, 169 milliard, en 2008, à \$ 351 millions en 2014. Durant les six dernières années, le chiffre n'a cessé de diminuer. Si en 2010, le pays a encore enregistré \$ 808 millions d'IDE, le chiffre est passé à \$ 567 millions, en 2013.

C'est l'instabilité politique qui est montrée du doigt par les dirigeants politiques actuels. Le ministre d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement, a affirmé que « ce n'est pas la faute à l'Etat seul ». Rivo Rakotovoao montre du doigt les principaux acteurs politiques du pays qui étaient, par exemple, à l'origine d'une motion de déchéance à l'endroit du président de la République et d'une motion de censure contre le gouvernement, en l'espace de deux mois.

« Les investisseurs étrangers n'osent pas avancer pour le moment et les bailleurs de fonds hésitent encore en raison de l'instabilité politique », reconnaît le ministre d'Etat. En tous cas, le manque d'argent se fait sentir à différents niveaux. Des membres de la société civile déplorent aussi le défaut d'investissements pour financer l'économie de la Grande Ile. L'espoir est placé dorénavant sur la « Réunion des partenaires au développement de Madagascar » tenue à Lima, la capitale péruvienne, en ce début du mois d'octobre, en parallèle avec la réunion annuelle des institutions financières de Bretton Woods, à savoir le groupe de la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

Si tout se passe bien, la courbe sera inversée dès 2016. Mais les tendances des cinq dernières années laissent toutefois perplexe. La morosité a malheureusement gagné du terrain. Diverses promesses sont en attente de concrétisation en ce dernier trimestre de 2015 ■



Rivo Rakotovoao, Ministre d'Etat chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement,

Indice de la bonne gouvernance

Du chemin à faire

J.R

Les principaux pays partenaires de Madagascar en Afrique semblent connaître un progrès fulgurant en matière de gouvernance. Maurice se trouve en tête du classement pour 2015. Viennent respectivement en seconde position et en troisième position le Cap Vert et le Botswana. L'Afrique du Sud se trouve à la quatrième place selon le classement effectué par la fondation Mo Ibrahim. Ce qui est source de satisfaction chez les Sud-Africains qui estiment pouvoir ravir la palme, un jour. Les pays membres de la SADC connaissent des résultats plutôt satisfaisants.

Kingsley Makhubela, PDG de Brand South Africa a affirmé que « L'Afrique du Sud félicite les pays de la SADC pour leurs résultats. Bien que l'IIAG 2015 fasse état de progrès dans ces pays pour plusieurs indicateurs, nous ne devons pas sous-estimer l'urgence de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 sur l'ensemble du continent ». Il a également soutenu que « tous les pays africains doivent élaborer des programmes nationaux pour favoriser leur développement social et économique. Ces programmes contribueront de façon collective au développement socio-économique global de l'Afrique ».

Rappelons que l'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) mesure la qualité de la gouvernance dans 54 pays africains sur une base annuelle, et, notamment, dans quatre domaines : sécurité et État de droit, participation et droits de l'Homme, développement économique durable et développement humain. En 2014, Madagascar a été classé au 33e rang. Un classement qui n'a pas évolué depuis, mais le pays ne se trouve toutefois pas dans le peloton de queue formé par la Centrafrique, le Soudan du Sud et la Somalie ■

Commerce

Respect des normes internationales et accès aux marchés de la SADC

Pour le projet régional ASTF ou Fonds fiduciaire africain de solidarité, 7 pays de la région de la SADC se sont vus attribués le montant total de 4 millions USD. Madagascar, faisant partie de cette région, a reçu 420 000 USD pour la réalisation du projet visant à « renforcer les contrôles des menaces pour la sécurité sanitaire des aliments, les ravageurs et les maladies des plantes et des animaux, en vue de l'accroissement de la productivité et du commerce en Afrique australe ».

Le projet fournira des appuis pour améliorer la surveillance des maladies et des ravageurs et les épisodes

de contamination des denrées alimentaires aussi bien que l'environnement. Il vise à assurer le plein respect des normes internationales stipulées dans l'Accord sur les mesures Sanitaires et Phytosanitaires (SPS). Le projet contribue à la productivité agricole accrue et à faciliter le commerce régional et international pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région de la SADC.

L'ensemble des acteurs du secteur agricole du pays devrait bénéficier des retombées de ce projet : des petits producteurs aux grandes institutions en passant par tous les opérateurs de la filière agricole, en mettant un accent particulier sur l'aspect

commercialisation », a souligné le Coordonnateur national du projet, le Dr Clarisse Maharavo.

Six mois après le lancement du projet financé par le Fonds fiduciaire africain de solidarité (Africa Solidarity Trust Fund-ASTF) à Madagascar, les membres du Comité Technique National du Projet se sont réunis pour mettre au point leur plan d'action. ASTF est un fonds de plus de 40 millions de dollars réunis par les pays les plus avancés d'Afrique afin d'aider ceux qui sont moins avancés.

Le comité national technique est constitué par des spécialistes minutieusement identifiés, issus du sec-

teur public (ministères techniques, centres/institutions de recherche), du secteur privé (groupement professionnel, entreprises œuvrant dans l'agroalimentaire) et de la société civile (associations des consommateurs, groupements de producteurs), pour mener à bien ce projet sur une durée de 3 ans.

Les experts techniques viennent de différentes institutions notamment de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique, et des autorités compétentes spécialisées en : santé et protection des végétaux, élevage et santé animale, sécurité sanitaire des aliments, foresterie, pêche et santé des animaux aquatiques ■

Ecole Le Petit Nid

Miser sur la qualité de l'éducation

Obtenir l'étoile de l'International Star for Quality 2015 est une récompense inattendue, mais largement méritée pour l'Ecole Le Petit Nid. C'est l'un des établissements malgaches qui a su hisser au plus haut le niveau d'enseignement et la qualité de l'éducation que reçoivent les élèves. Une stratégie de développement et une gestion rationnelle ont conduit l'entreprise puis le groupe sur le chemin du succès.

« On nous a remis le trophée Etoile de la Qualité avec solennité. Cela a réveillé chez nous un sentiment de fierté », déclare la PDG du groupe Le Petit Nid, Sahoby Ramahafalisoa. « Nous serions contents s'il y a plus de malgaches qui le recevaient. Dans les autres pays, les gens se soutiennent, se solidarisent pour évoluer positivement », a-t-elle ajouté. L'établissement sis à Ambodisiry a été le seul à être honoré par une ISQ 2015 dans le domaine de l'éducation parmi les 51 pays récompensés.

Même si le taux de réussite aux examens officiels dans le pays a diminué, l'Ecole Le Petit Nid fait preuve de constance en termes de bons résultats, soit 90 à 100% selon les séries. « Nous avons des outils qui suivent les normes, ce qui nous garantit des résultats satisfaisants », confie la PDG du groupe. Bibliothèque, matériels informatiques, laboratoires et autres outils pédagogiques sont à la disposition des élèves.

Ouvertement élitiste, l'établissement sélectionne aussi bien les élèves que les professeurs en leur faisant passer un test d'entrée. L'enseignant doit honorer son contrat qui est de faire réussir ses élèves, de traiter ces derniers sur le même pied d'égalité et de respecter les valeurs de l'entreprise. Chaque matière a un directeur qui supervise tous les pro-



Sahoby Ramahafalisoa

fesseurs qui l'enseignent. Chaque élève est suivi par un éducateur qui se réfère à une courbe d'évolution. « La réunion des staffs, c'est notre gouvernement. C'est là que nous décidons des actions à réaliser », explique la PDG. Sahoby Ramahafalisoa affirme que l'école ne fait pas de discrimination raciale ni sociale. Les élèves portent un uniforme, mais la liberté individuelle est respectée pour ceux qui souhaitent porter un habit selon leur pratique religieuse.

Le grand projet du Groupe Le petit nid, c'est l'ouverture d'une chaîne de télévision éducative. « Nous avons déjà réservé la fréquence, nous espérons bientôt avoir la licence, explique la PDG. Il n'y a pas que les élèves du Petit Nid et ceux qui habitent à Antananarivo qui vont en bénéficier mais tous les enfants malgaches ». L'établissement a l'ambition d'œuvrer pour l'avenir de tous les enfants du pays. Sahoby Ramahafalisoa est une éducatrice engagée qui n'hésite pas à mobiliser son groupe pour donner un coup de main aux écoles primaires publiques. « Je n'accepterais jamais que les enfants malgaches échouent, je ferais des efforts pour les aider à réussir, dit-

elle. L'école est travail d'amour, c'est un investissement de conviction. On ne peut pas réduire l'éducation et l'enseignement à n'être qu'un commerce ».

Un enseignement pour donner le savoir, une éducation pour faire des enfants de bonnes personnes, de bons citoyens, telle est la philosophie de l'Ecole Le Petit Nid. L'établissement a la particularité d'avoir deux cursus, l'un pour le programme du gouvernement malgache et l'autre qui vise un diplôme international. Ce sont deux systèmes différents. On prépare le brevet et le baccalauréat français dès le préscolaire.

Sahoby Ramahafalisoa milite pour la réussite des malgaches à la tête des entreprises. « On peut faire mieux que les étrangers » clame-t-elle. Une conviction qui est une source de motivation dans l'enseignement : « je suis persuadée que les jeunes diplômés malgaches seront les dirigeants ou les propriétaires des entreprises à succès du pays ». Pour cela, dit la PDG du groupe, il faudra que les pouvoirs publics et les consommateurs fassent confiance à ces jeunes entrepreneurs ■

Directeur de la publication :
Harifidy Rahaingoson

Directeur de la rédaction/ Rédacteur en chef :
Herizo Andrianarijaona
maherizo@gmail.com

Service publicité :
Tel. : 034 84 793 43
032 07 517 20
033 18 584 83
mada7sur7@gmail.com
Herizo A
Tirage : 5.000 exemplaires
DL: 01/10-2015

Toute reproduction intégrale ou partielle des pages publiées et dans la présente publication sans l'autorisation de l'éditeur est interdite.

Tous droits réservés.

ID
PICTURES

Lot Près VS 98 DA Bis
Andranovory
Ambolokandrina
Tel. 034 84 793 43
032 07 517 20

BNI Madagascar

Un Centre d'Affaires à Toamasina

Depuis le 1er octobre 2015, l'agence principale de BNI MADAGASCAR à Toamasina, à l'angle du Boulevard Joffre et de la Rue de Lattre de Tassigny, dispose désormais d'un Centre d'Affaires Entreprises. Ce dernier permet à la banque de mettre un accent particulier sur sa volonté d'accompagner les entreprises, toutes catégories confondues, dans le développement de leurs activités dans cette première ville portuaire du pays.

L'équipe commerciale du CAE est à l'écoute des besoins spécifiques de chaque société, petite ou grande y compris les institutionnels, avec une panoplie de services bancaires de proximité. Pour plus de confort et de sécurité, un guichet de caisse dédié est mis en place afin de faciliter toutes leurs opérations bancaires ■

Hay Fy Mampihavana

La fête de la gastronomie malgache

R.Tom

L'art culinaire constitue un atout important pour le tourisme, en étant le composant incontournable pour faire distinguer une destination. Consciente de cet enjeu, la « Women Tourism Association » (WTA), en partenariat avec la Commune Urbaine d'Antananarivo à travers l'Institut des Métiers de la Ville (IMV) et le ministère du tourisme ont rassemblé autour de l'évè-

nement « Hay Fy Mampihavana » les différents acteurs de la restauration et de la gastronomie, qui était à sa deuxième édition cette année.

45 exposants ont répondu présents à cette fête de la gastronomie où la cuisine malgache sous tous ces aspects avec les spécialités régionales a été à l'honneur. « Hay Fy Mampihavana, que nous orga-



nisons chaque année, a pour objectif de faire connaître l'art culinaire malgache sur le plan international. D'ailleurs, les échos de cette fête de la gastronomie nationale sont visibles sur certains sites sur Internet, et déjà pas mal de pays se sont intéressés à l'évènement. » a affirmée Brigitte Elison, Directrice de l'Institut des Métiers de la Ville. Cette seconde édition a vu la participation de l'Indonésie

en qualité d'invité spécial pour partager le savoir faire de ce pays en matière de cuisine et de gastronomie.

Le Hay Fy Mampihavana est aussi et surtout une plateforme d'échange et de partage. Pour détecter et encourager les jeunes talents, deux concours ont été organisés pour les enfants et les jeunes chefs. 150 enfants venus des EPP des six arrondissements de la capitale, à travers le concours de Tsikonina, ont démontré leurs talents et leur passion pour la cuisine. Par ailleurs, un deuxième concours pour les jeunes chefs, qui assureront la relève, a été organisé durant l'évènement. Hay Fy Mampihavana était aussi un lieu de rencontre avec les producteurs : agriculteurs et éleveurs, toute la chaîne de production y était présente ■

Oktoberfest L'évènement annuel des amateurs de la bière

R.Tom

Oktoberfest, reconnu comme évènement mondial de la fête de la bière, a trouvé ses origines en 1810 à Munich en Allemagne. Devenue une tradition annuelle pour les Bavarois, cette fête s'est exportée petit à petit partout dans le monde. A Madagascar la Brasserie STAR, depuis 1965 année de début de la bière THB, a repris le concept pour en faire un évènement annuel des amateurs de la Bière. En 2006 l'évènement devient THB Oktoberfest et se déroule durant tout le mois d'octobre de chaque année.

Durant tout le mois d'octobre plusieurs manifestations et évènements, sous le slogan « Soa ny fiarahantsika » seront organisés dans tout Madagascar à l'occasion de cette fête annuelle de la bière. Les fans de THB ont déjà pu apprécier un avant-gout lors de la soirée d'ouverture au California à Andraharo le vendredi 02 octobre dernier ■



Valiha Wave La valiha s'intègre au jazz

Une rareté pour les amateurs de la musique jazz. A l'Alliance française d'Andavamamba, dans le cadre de l'évènement Madajazzcar 2015, le groupe Valiha Wave a offert un spectacle inédit : le Jazz Gasy. Les amoureux du genre ont eu l'occasion de découvrir l'intégration de la Valiha dans le monde du jazz. La valiha un instrument traditionnel malgache, qui jusqu'ici n'a été utilisée que pour interpréter des chansons typiques malgaches et le world music, va faire sa preuve dans un monde musical tout à fait différent.



Valiha Wave est composé de deux grandes figures de la valiha, en l'occurrence Ratovo et Zambà, accompagnés par Sitraka Ranaivosoa (Six) à la batterie, Heriniaina Solofomasoandro au clavier, Tahiry Ranaivosoa à la basse et Titi Razakamiadana au saxophone. La formation musicale emportera le public dans le son mélodieux de la valiha à travers des compositions probablement nouvelles. Chaque année le festival du jazz ne cesse d'émerveiller le public par de telles nouveautés ■

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Organisé par



Parrainé par



Promoteur de l'évènement



**HIGH TECH
EXPO**
23-24-25
OCTOBRE
HÔTEL CARLTON

Le rendez-vous High-Tech de l'année



(+261) 34 02 170 58
(+261) 34 02 189 15
(+261) 34 63 172 54



hightechexpo@gmail.com



HIGH TECH EXPO

Partenaires Communication



Partenaires Média





INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES MADAGASCAR



Premier Institut spécialisé en Science Politique à Madagascar

LICENCE

Science Politique

MASTER

- Affaires Publiques
- Economie et Finances
- Relations Internationales
- Communication Politique

DOCTORAT

Science Politique



VELONA SY VANONA
HO AN'NY HAFA



PARTENAIRES A L'INTERNATIONAL



www.iep-madagascar.com

Arrêtés Habilitation : L:9188-M:11566-D:32903-2013/MESUPRES

Bâtiment CFD-FJKM Ampandrana – Antananarivo

secretariat@iep-madagascar.com - www.facebook.com/lepMadagascar

Tél. : 020 22 345 64 – 034 07 400 51 – 033 37 400 41 – 032 03 400 51

CONCOURS : 20 OCTOBRE 2015